Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1846

Artikel: Roche, Novartis et la réforme de santé d'Obama : le lobbyisme des pharmas suisses dans le Far West de la mondialistion

Autor: Gavillet, Françoise

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014000

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

de conscience difficiles et des bouleversements encore plus douloureux. Des métiers et des produits ont disparu, éliminés par leurs techniques ou qualités dépassées. En ira-t-il de même pour certaines activités agricoles, condamnées pour cause d'empreinte écologique trop forte, alors que la faim tue massivement dans certaines parties du monde? Comment peuvent-ils réagir, les éleveurs qui découvrent que leurs troupeaux, leurs richesses, sont en fait de puissantes usines à gaz à effet de serre?

La démographie des bovins ne se laisse pas plus facilement gouverner que celle des humains, dont la fécondité et la longévité dépendent de facteurs multiples et réfractaires aux ordres de l'autorité, fût-elle inspirée par le souci de la planète. Ce constat, vérifié sous toutes les latitudes, les écologistes qui se situent dans la lignée de Thomas Malthus seraient bien inspirés de le prendre en compte.

Les minarets qui révoltent les femmes

L'intégrisme borné est partout – même chez certaines féministes

Albert Tille (20 novembre 2009)

La dignité de la femme est le dernier invité dans la campagne contre les minarets. Plusieurs personnalités féministes, toutes tendances politiques confondues, voteront oui à l'initiative. C'est pour elles un acte de résistance contre une religion qui asservit la femme. Textes à l'appui, participons à ce débat:

> *«Que la femme écoute l'instruction en silence, avec une entière soumission. Je ne permets pas à la femme d'enseigner, ni de prendre autorité sur l'homme, mais elle doit demeurer dans le silence.»*
>
> *«L'homme, étant à l'image de Dieu, ne doit pas se couvrir la tête; mais la femme est à la gloire de l'homme. Car l'homme n'a pas été tiré de la femme, mais la femme de l'homme. C'est pourquoi la femme doit avoir sur la tête, à cause des anges, une marque de l'autorité dont elle dépend.»*

Révoltant, bien sûr! On serait choqué à moins. Mais il serait inutile de cherche dans quelle sourate du Coran se trouvent ces textes. Il suffit d'ouvrir le Nouveau Testament: I Timothée, chapitre 2, versets 12 à 14; I Corinthien, chapitre 2, versets 7 à 10.

Par soucis d'équité, suggérons aux féministes qui veulent interdire les minarets, de militer pour interdire la diffusion de textes si choquants. Pas toute la Bible, bien sûr, mais au moins les Epîtres de Saint Paul.

Roche, Novartis et la réforme de santé d'Obama

Le lobbyisme des pharmas suisses dans le Far West de la mondialisation

Françoise Gavillet (19 novembre 2009)

Le lobbyisme des industries pharmaceutiques auprès des parlementaires fédéraux s'est montré, il y a quelques années, dans *Le Génie helvétique - Mais im Bundeshuus*. Un récent article paru sur le site de Swissinfo en présente une autre facette, sans concession, Far West.

Roche et Novartis ont déjà dépensé, depuis début 2009, plus de 7 millions de dollars en *lobbying* pour influencer les débats sur le projet d'assurance santé au Congrès des Etats-Unis. Roche est même en tête

des industries pharmaceutiques non américaines pour l'importance des sommes investies pour courtiser les milieux politiques (plus de 4 millions de dollars cette année). Globalement, d'ailleurs, les pharmas sont largement devant les compagnies d'assurance dans ces interventions. Quand les pharmas nous expliquent que le prix élevé des médicaments est indispensable pour financer la recherche, il faut comprendre aussi recherche de soutiens politiques partout où leurs intérêts sont en jeu.

Mise en perspective

Le *lobbying* est une industrie florissante aux USA. Le candidat Obama avait annoncé son intention de faire évoluer la *«culture»* en ce domaine, mais la tâche sera rude. Le *Center for Responsible politics*, ONG américaine, a publié son dernier rapport sur les chiffres du *lobbying* politique au 3e trimestre 2009. Rien d'étonnant à ce que ce soit le secteur de la santé qui ait dépensé le plus cette année, près de 400 millions de dollars pendant les neuf premiers mois, soit une augmentation de près de 9% par rapport à 2008. Il y a quelque 42'000 lobbyistes enregistrés comme tels, tous secteurs d'intérêt confondus. Comparé aux 535 sénateurs et représentants, ce chiffre donne la mesure des pressions exercées et subies.

Le *New York Times* a d'ailleurs récemment consacré un article de Une pour souligner une première, *«an unusual coup»* de lobbyistes financés par Genentech, une pharma récemment rachetée par... Roche. On a compté pas moins de 42 parlementaires qui, dans leurs interventions à la tribune, ont repris mot pour mot des éléments d'un argumentaire fourni par des juristes engagés par Genentech; en fait, des phrases tirées de deux argumentaires distincts, l'un conçu pour les républicains et l'autre pour les démocrates (sur les 42 parlementaires, 22 sont républicains et 20 démocrates).

Politique des pharmas suisses

Roche et Novartis ne s'opposent pas frontalement au projet de la Maison Blanche d'assurance-maladie pour tous. Novartis a d'ailleurs participé au financement de la campagne d'Obama. Les deux pharmas se concentrent sur des aspects particuliers du projet, qui menaceraient leurs intérêts financiers. Il s'agit d'abord d'éviter à tout prix que le texte puisse permettre un plafonnement du prix des médicaments (ils sont en moyenne de 40% à 60% plus chers aux USA que dans les autres pays occidentaux). Il importe aussi d'empêcher une réduction tant de la durée de protection des brevets, que de l'exclusivité des données tirées des essais cliniques. Lobbyisme payant puisque, à ce jour, aucun de ces éléments ne figure dans les textes proposés.

Et pendant ce temps, plus de 46 millions d'Américains sont sans aucune couverture maladie. La situation est telle que les cliniques gratuites, où médecins et personnel de santé acceptent de travailler sans rémunération, se développent et organisent des tirages au sort pour la prise en charge des patients.

Europe: l'audace maîtrisée de Micheline Calmy-Rey

Un discours de la conseillère fédérale chargée du DFAE à l'Institut européen de l'Université de Genève

Albert Tille (21 novembre 2009)

Dans son intervention à l'Université de Genève, Micheline Calmy-Rey a largement insisté sur les difficultés croissantes des négociations bilatérales avec l'Union européenne. Dans la foulée, elle a souligné l'importance de l'examen des chances et des risques qu'offre la qualité de membre par rapport à celle de non-membre. Cette rhétorique alambiquée cache à peine une certitude. Notre ministre des affaires étrangères est favorable à l'adhésion de la Suisse, tout comme la quasi-totalité de ceux qui négocient ou ont négocié avec l'Europe de Bruxelles. Mais elle ne peut pas le dire ouvertement. Elle va à la limite de ce que lui permet sa fonction. Impossible pour la